

DOSSIER DE PRESSE

TABLEAU DE BORD DE L'ATTRACTIVITE DE LA FRANCE

DECEMBRE 2017



LA FRANCE, UNE TERRE D'INNOVATION ET DE RECHERCHE

La France est au 6^{ème} rang mondial des dépenses intérieures de R&D (DIRD) qui s'élèvent à 60,8 Md\$ (PPA) en 2015. Elle est devancée par les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et la Corée du Sud. En France, la contribution des entreprises à la DIRD s'accroît depuis 2009. Les dépenses de R&D des entreprises en France représentent 65,1 % de la DIRD.

En Europe, investir en France reste très avantageux et les chefs d'entreprise ne s'y trompent pas. Le CIR y est pour beaucoup. La compétitivité coût de la France dans les activités de R&D s'est renforcée depuis 2008, **la France offre le traitement fiscal de la R&D le plus avantageux pour les entreprises** (1^{er} de notre échantillon).

En France, le dispositif du Crédit Impôt Recherche (CIR) a pour effet d'abaisser le prix du chercheur pour les entreprises. La France bénéficie ainsi d'une bonne représentation des chercheurs dans la population (9,4 chercheurs pour 1000 actifs, 4^{ème} de notre échantillon).

En France, les Ressources Humaines en Sciences et Technologies représentent 50,5 % de la population active en 2016. La France fait partie des pays où la part des ressources humaines en science et technologie dans la population active est significative, devant l'Allemagne (48,4 %).

La reconnaissance par les décideurs économiques de **l'innovation française et de l'écosystème French Tech sont de véritables leviers pour l'attractivité du site France.** De nouvelles décisions d'investissements dans les fonctions de R&D, ingénierie et design nourrissent la dynamique des entreprises : 115 décisions d'investissement dont 72 concernant uniquement des activités de recherche recensés en 2016, soit une hausse de 32%.

Plusieurs classements internationaux confirment la dynamique des entreprises innovantes :

- 1) La France surclasse ses homologues européens** dans le palmarès *Technology Fast 500* de *Deloitte* pour le nombre d'entreprises technologiques à forte croissance dans la zone Europe-Afrique-Moyen-Orient. **Le top 10 des entreprises françaises dans le Technology Fast 500** qui sont de nouveaux acteurs : *Horizontal, Software, Chauffeur Privé, Disposable Lab, Valneva, Crosscall, Adyoulike, Ose Immunotherapeutics, Interactiv-Group, Adexperience, Slimpay.*
- 2) De même, la France se positionne à la 1^{ère} place européenne et la 3^{ème} place mondiale** du *Top 100 Global Innovators* de *Clarivate Analytics*. 10 groupes français figurent parmi les 100 plus grands innovateurs mondiaux du palmarès 2016 : 3 centres de recherche (*CNRS, CEA et IFP Energies Nouvelles*) et 7 entreprises (*Alstom, Arkema, Safran, Saint-Gobain, Thales, Valeo et Total*).

LA FRANCE, UN PAYS D'ENTREPRENEURS

Les créations d'entreprises sont dynamiques en France. Le taux de créations d'entreprise pour l'ensemble de l'économie est de 9,4% pour la France en 2015, devant l'Allemagne (7,1%), Dans l'ensemble, **le nombre d'entreprises actives en France s'est accru de +6% en 2016.**

Avec 77 438 créations d'entreprises, la croissance nette de créations d'entreprises en France était de **2,3 % en 2015** pour l'ensemble de l'économie. La moyenne de l'UE 28 enregistre une hausse des créations nettes de +1,7 % en 2015.

Le taux de création d'entreprises pour l'ensemble de l'économie est de 9,4 % pour la France en 2015, devant l'Allemagne (7,1 %). Dans l'industrie manufacturière, ce taux passe à 7,1 % pour la France en 2015, 4^{ème} meilleur taux après la Pologne (9,8 %), le Royaume-Uni (9,8 % en 2014) et les Pays-Bas (7,5 %).

La France possède également le 3^{ème} taux de disparition des entreprises le plus faible de l'échantillon (5,3 % en 2015), derrière l'Irlande (2,0 %) et la Belgique (3,0 %), et devant l'Allemagne (7,7 %). Dans l'industrie manufacturière, ce taux passe à 4,4 % pour la France en 2015, contre 5,0 % pour l'Allemagne.

Les encours de crédit aux entreprises sont globalement dynamiques en France, avec une solide reprise depuis début 2014 et une accélération à partir de 2015. Selon l'enquête trimestrielle de la Banque de France auprès des entreprises sur leur accès au crédit en France au 2^{ème} trimestre 2017, **l'accès des PME et des TPE aux crédits de trésorerie s'améliore.**

Les montants levés en France viennent d'atteindre un nouveau record, avec près de 1,2 milliard d'euros investi en capital- risque pour un total de 301 opérations ce semestre. Une croissance soutenue, que l'on pourrait qualifier d'exponentielle, et qui témoigne de l'enrichissement de la chaîne de valeur du capital-risque en France. **La France est ainsi à la 2^{ème} place européenne** en termes de nombre et de valeurs des opérations réalisées en capital risque.

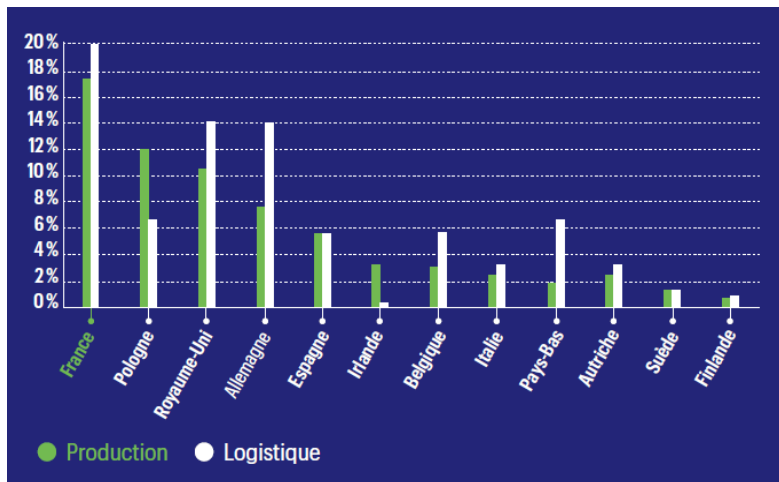
Cette créativité, tout comme le développement des entreprises, est facilitée par **des conditions administratives et financières plutôt favorables.** Et même **très favorable s'agissant des start-up** : Paris, notamment, fait partie des villes ayant mis en place les politiques publiques de soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation les plus performantes aux côtés de San-Francisco, New-York et Londres (*City Initiatives for Technology, Innovation and Entrepreneurship*, Accenture). Notre pays se distingue aussi pour l'accès des start-up à la finance de marché (*Global Entrepreneurship Index 2016*).

La France simplifie la vie des entrepreneurs. En 2016, il ne faut plus que 3,5 jours pour créer une entreprise en France, contre 4,5 au Royaume-Uni et 10,5 en Allemagne. Sur les 14 pays couverts par le *Tableau de bord*, seuls la Belgique (4) et les Pays-Bas (4) permettent un lancement plus rapide.

Le développement de l'administration électronique, ou e-administration, est un atout supplémentaire de la France. Selon l'étude *E-government Survey 2016* des Nations Unies, la France se classe à la 10^{ème} place mondiale, et à la 5^{ème} place de l'échantillon en termes de développement de l'e-administration.

LA FRANCE, UNE ECONOMIE INDUSTRIELLE

La France est depuis 15 ans, la 1^{ère} économie européenne pour le nombre de projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi dans l'industrie (EY, BF 2017). La France est le seul pays à accueillir plus de 50% des projets étrangers dans le secteur industriel.



La France connaît une nette amélioration de la productivité horaire dans l'industrie manufacturière. La productivité par heure travaillée a progressé de +2,8 % en 2016 (+0,5 % pour l'UE 28).

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a permis à l'industrie française de regagner en compétitivité en matière de coûts. Le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière en France (38,5€) est ainsi inférieur à celui de l'Allemagne (41,1€) au 2^{ème} trimestre 2017.

Le site France se caractérise par des infrastructures de qualité : une bonne couverture du réseau haut-débit, et d'une fourniture d'électricité à des prix très compétitifs et stables.

- **La France jouit d'un très bon taux de pénétration de l'internet haut débit fixe.** Avec 41 % d'abonnés à un réseau fixe en 2016, la France se place au 2^{ème} rang des pays étudiés, devant l'Allemagne (39 %) et le Royaume-Uni (38 %).
- **Les prix de l'électricité sont particulièrement attractifs pour les entreprises installées en France.** Ils comptent parmi les plus compétitifs d'Europe, en raison d'une bonne maîtrise de la production et du réseau : 2^{ème} pays de notre échantillon après la Suède. La variabilité du prix de l'électricité en France reste en outre faible.

UNE ECONOMIE FRANÇAISE OUVERTE A L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL

► UNE ECONOMIE FRANÇAISE OUVERTE AUX CAPITAUX ETRANGERS

Plus de trente mille entreprises françaises ont une implantation à l'étranger et plus de vingt-deux mille sociétés étrangères ont investi en France dans des activités créatrices d'emploi.

En 2016, la France est le 3^{ème} pays d'accueil en Europe des investissements étrangers créateurs d'emplois (EY, et le 2^{ème} selon l'Observatoire Europe de Business France).

La France est au 11^{ème} rang mondial pour le stock IDE (CNUCED 2016) et au 6^{ème} rang européen derrière les Etats-Unis, la Chine, Hong-Kong, le Royaume-Uni, Singapour, Le Canada, l'Irlande, les Pays-Bas, la Suisse et l'Allemagne.

45% de la capitalisation boursière des entreprises du CAC 40 sont détenus par des non-résidents (Banque de France, 2017).

Parmi les 500 premières entreprises mondiales, 29 entreprises sont françaises, 20 allemandes et 30 britanniques (Global Fortune 500, 2017).

► UNE ECONOMIE FRANÇAISE OUVERTE AUX TALENTS ETRANGERS

Avec plus de 240 000 inscrits dans l'enseignement supérieur, la France est le **4^{ème} pays d'accueil des étudiants étrangers au monde** (Unesco, 2015).

Elle accueille des étudiants de haut-niveau : 40 % des étudiants inscrits dans des programmes de recherche de haut niveau sont étrangers (Eurostat, 2016).

► UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE A L'ECONOMIE FRANÇAISE

Selon l'INSEE (2014), les filiales de groupes étrangers :

- emploient 13% des effectifs salariés en France (21% dans l'industrie française) ;
- contribuent à hauteur de 16% à la valeur ajoutée de l'économie française (25% dans l'industrie française) ;
- assurent 30% des exportations françaises (32% dans l'industrie manufacturière);
- assurent 21% des dépenses de R&D totales des entreprises en France (MESR-SIES, 2014).

LES ATOUTS STRUCTURELS DE LA FRANCE

Le *Tableau de bord de l'attractivité* met en avant les atouts structurels de la France dans la course aux investissements internationaux : le marché et son positionnement géographique, l'efficacité et la qualité de la main d'œuvre, ainsi que la qualité et l'efficacité des infrastructures.

1- TAILLE DU MARCHÉ ET POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE

Avec un PIB de 2 463 milliards de dollars à prix courants en 2016, la France est la **6^{ème} économie mondiale** après les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

La France bénéficie également d'une démographie dynamique. C'est le 1^{er} pays européen avec un taux de fécondité de deux enfants par femme.

La position géographique de la France associée aux infrastructures de transport de qualité et multimodales, en font un « hub » pour accéder aisément à d'autres pays, continents ou zones géographiques, comme l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Selon ce critère de proximité appliqué aux marchés de l'UE27, la France est en 3^{ème} position, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

2- DES RESSOURCES HUMAINES PRODUCTIVES

La population des 25-34 ans est particulièrement qualifiée en France : 44% d'entre eux ont atteint un diplôme de l'enseignement supérieur en 2016. Niveau proche de celui observé en Belgique (44,3 %) et aux Pays-Bas (45,2 %) mais supérieur à celui de l'Allemagne (30,5 %) et de l'Italie (25,6 %).

La France affiche une forte productivité du travail, que celle-ci soit mesurée par personne employée ou par heure travaillée : **7^{ème} économie mondiale en termes de productivité horaire du travail.**

3- QUALITE ET EFFICIENCE DES INFRASTRUCTURES

La France bénéficie d'infrastructures aéroportuaires de qualité : Roissy Charles de Gaulle, 1^{er} aéroport européen pour le fret et 2^e derrière l'aéroport London Heathrow pour les passagers.

Avec plus d'un million de kilomètres de routes, le premier réseau routier d'Europe, dont près de 12 000 km d'autoroutes, près de 30 000 km de lignes ferroviaires et 5 000 km de voies navigables, **la France dispose d'un réseau intérieur d'infrastructures de transport particulièrement dense.**

LES DOMAINES D'EXCELLENCE DE LA FRANCE

Top des indicateurs d'attractivité du site France	Rang de la France	Pays leaders
Incitations fiscales à la R&D des entreprises	1 (1)	France, Irlande
Taux de fécondité (2015)	1 (2)	France, Irlande
Evolution des crédits aux sociétés non financières (2017)	1 (1)	France, Allemagne
Transport aérien de fret de l'UE28 (En millions de tonnes, 2016)	1 (1)	France (Roissy-CDG), Allemagne (Francfort-sur-le-Main)
Transport de passagers de l'UE28 (En millions de passagers, 2016)	2 (2)	Royaume-Uni (Heathrow), France (Roissy-CDG)
Evolution des coûts salariaux unitaires (2015) - Industrie	2 (1)	Finlande, France
Prix de l'électricité (2ème semestre 2016)	2 (3)	Suède, France
Croissance nette des créations d'entreprises (2015) - Ensemble de l'économie	2 (1)	Royaume-Uni, France
Taux de pénétration de l'internet haut débit (Nombre d'abonnés pour 100 habitants, décembre 2016)	2 (2)	Pays-Bas, France
Croissance nette des créations d'entreprises (2015) - Industrie manufacturière	3 (1)	Pologne, Pays-Bas
Accès aux marchés de l'UE27 (2016)	3 (3)	Belgique, Pays-Bas
Parts de marché mondial dans l'industrie européenne des fonds d'investissements (2016)	3 (3)	Irlande, Allemagne
Investissement en capital risque (En part du PIB, 2015)	3 (3)	Finlande, Irlande
Intensité carbone (2014)	3 (2)	Suède, Irlande
Evolution de la productivité horaire travaillée (2015) - Industrie	4 (2)	Irlande, Pologne, Allemagne
Utilisation d'internet par les particuliers et les entreprises pour leurs contacts avec les pouvoirs publics (2016)	4	Finlande, Suède
Nombre de brevets déposés (2015)	4	Etats-Unis, Japon
Personnel de R&D (Effectifs pour 1000 actifs, 2015)	6 (4)	Finlande, Autriche

DES REFORMES ENGAGEES PRENANT EN COMPTE LES FAIBLESSES DE LA FRANCE

Le coût du travail et la fiscalité sont présentés comme des points faibles de la France dans les enquêtes d'opinion et dans les classements internationaux. Une analyse plus fine des indicateurs permet cependant de nuancer ces classements.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a permis à l'industrie française de regagner en compétitivité en matière de coûts. Par rapport aux principaux concurrents européens, **la maîtrise du coût horaire du travail en France a été marquée.** Entre le 4^{ème} trimestre 2012 et le 2^{ème} trimestre 2017, le coût de la main d'œuvre a augmenté moins rapidement en France que dans la moyenne de la zone euro, aussi bien sur le champ industrie, construction et services (+ 4,6 % en France contre + 6,7 % en zone euro) que sur le champ industrie hors construction (+ 5,5 % en France, contre + 8,0 % en zone euro). Le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière en France (38,5€) est ainsi inférieur à celui de l'Allemagne (41,1€) au 2^{ème} trimestre 2017.

Le taux nominal de l'impôt sur les sociétés place la France à un rang élevé en 2016, notamment dû à la prise en compte de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 % appliquée aux très grandes sociétés. Le taux nominal en France est de 34,4% contre 21,9% pour la moyenne européenne. **Le gouvernement français s'est cependant engagé à baisser le taux d'imposition sur les sociétés à 25% en 2022** (avec des paliers transitoires à 31 % en 2019, 28 % en 2020 et 25 % en 2022).

Dans un environnement international caractérisé par une mobilité croissante du capital et une concurrence renforcée entre les économies, **ces avantages ne constituent pas pour autant un acquis définitif.** Au-delà de nos handicaps, pour lesquels des mesures spécifiques s'imposent, ce sont l'ensemble des facteurs d'attractivité qu'il faut constamment reconsidérer et renforcer. **L'attractivité est en effet une notion relative, tous les pays s'efforçant d'améliorer la leur. Elle est donc toujours à remettre en chantier.**

METHODOLOGIE

Pour la huitième édition consécutive, Business France en collaboration avec la Direction générale du Trésor et le Commissariat général à l'égalité des territoires publie « Le Tableau de bord de l'attractivité de la France ». En rassemblant des données économiques relatives aux indicateurs et déterminants de l'attractivité, le Tableau de bord vise à établir un diagnostic objectif et comparé de l'attractivité du site France.

► Pourquoi éditer un Tableau de bord de l'attractivité?

- **Répondre à un besoin** : Mesurer l'attractivité de la France par rapport aux principaux pays européens.
- Appréhender la complexité de l'attractivité d'une économie **qui renvoie à un très grand nombre de déterminants**.
- **Mesurer l'attractivité au travers d'indicateurs économiques quantitatifs** en provenance des principales sources statistiques (OCDE, FMI, CNUCED, Eurostat...).

► Quelle méthodologie?

- Comparer l'attractivité de la France à 13 pays : l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, l'Autriche et la Suède.
- **9 déterminants de l'attractivité économique sont étudiés** (via 126 indicateurs) affectant la localisation des investissements étrangers : taille de marché / éducation et capital humain / recherche et innovation / infrastructures / environnement réglementaire / environnement financier / coûts et fiscalité / qualité de vie / croissance verte.

CONCLUSION : Le Tableau de bord a l'ambition de démontrer que l'attractivité ne peut se réduire à l'examen d'un unique indicateur et doit être appréhendée en intégrant l'ensemble des composantes de l'attractivité d'une économie. Il confirme dans d'autres domaines, la nécessité de regagner du terrain dans un environnement concurrentiel et souligne l'intérêt des réformes en cours.